



Déclaration CSA Académique,

Madame La Rectrice, Mesdames, Messieurs,

4 ministres en seulement 7 mois ! Le président de la République mène une valse des ministres de l'Education nationale. L'Unsa Education est consternée par la manière dont l'École est considérée, ou plutôt déconsidérée.

Le pilotage de l'École a besoin de stabilité, les enjeux sont d'ampleur pour toute la jeunesse et l'avenir d'un pays. Il ne s'agit pas seulement de nommer un VRP de la politique éducative arrêtée par le président de la République ou le Premier ministre. Or ces dernières années, le changement perpétuel de pilotage renvoie une image de grande fragilité qui nuit à l'École, ses élèves et ses personnels.

L'enchaînement des réformes incohérentes entre elles, la suppression des moyens, le manque d'attractivité de nos métiers, le manque de formation des personnels ne peuvent être écartés d'un revers de main.

Mais, puisqu'il s'agit aujourd'hui de clouer au pilori l'hétérogénéité, c'est bien de mixité sociale et scolaire dont nous voulons parler.

Le séparatisme et l'entre-soi sont déjà à l'œuvre entre établissements publics et privés sous contrat. La publication des données concernant les IPS des collèges, contrainte par décision de justice, le prouve de manière irréfutable. Les établissements privés sous contrat sont pourtant financés aux trois quarts par la collectivité.

Ici dans notre académie, des collèges séparés de 500 m à vol d'oiseau, reçoivent des publics totalement différents.

Les résultats des évaluations PISA montrent que ce sont les élèves issus des milieux les plus défavorisés qui ont les résultats les plus bas. Or, beaucoup d'entre eux sont déjà regroupés dans les quartiers populaires et les établissements classés en éducation prioritaire à cause d'une politique de la ville délétère et d'un manque de volonté politique de faire de la mixité sociale une réalité. C'est pourtant la seule manière de faire nation, de garantir la cohésion sociale.

Plutôt que de généraliser les actions entreprises depuis 2015 sur la sectorisation scolaire à Toulouse, Paris et ailleurs ; plutôt que de contrôler davantage la manne financière accordée aux établissements privés et de remettre en cause les avantages dont ils bénéficient de fait à travers la liberté de recrutement dont ils disposent, vous préférez allumer des contre feux démagogiques basés sur des sondages d'opinions, sur le "bon sens" élevé au dessus de la science.

Le projet porté initialement par notre désormais premier ministre, concernant le "choc des savoirs", aura pour conséquence d'ajouter à la ségrégation urbaine, au séparatisme scolaire et à l'entre-soi déjà à l'œuvre, une ségrégation au sein même de chaque collège de France.

Si nous ne nous faisons pas d'illusion sur la continuité de la feuille de route macronienne, Nous demandons solennellement à Madame Belloubet d'abandonner le projet du « choc des savoirs ». La pétition interfédérale a reçu à ce jour 43000 signatures. En effet, ce projet, qui n'a jamais répondu aux difficultés que rencontre l'École, ne gagnera pas en légitimité malgré la nomination d'une énième ministre.

L'espoir de pouvoir mettre en place des groupes de besoin en lieu et place des groupes de niveau renaît après que le mot niveau ait été effacé des nouveaux textes.

Pour autant, les DGH dans les établissements témoignent d'elle-même d'un manque d'ambition. Elles conduisent à l'obligation de rogner sur certains dispositifs éprouvés pour mettre en place les groupes. Dans certains collèges, les classes de niveau se mettraient en place. Quelle régression ? Les tensions au sein des équipes et parmi les personnels d'encadrement se sont généralisées.

Dans les LP, les grilles sont parvenues la semaine dernière ; Pour un travail serein et collectif, vous conviendrez que cela n'est pas convenable.

L'UNSA Éducation porte le projet d'une société éducative capable de réduire les inégalités et fait de l'émancipation de chacune et chacun le cœur de la mission éducative.

La République doit aussi être sociale pour être démocratique : le maintien de la cohésion sociale garantit le vivre ensemble. L'UNSA Éducation demande l'ouverture de discussions pour déployer des mesures fortes portant davantage de mixité sociale et scolaire et des moyens pour gérer l'hétérogénéité au profit de toutes et tous.

Dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre a fait assaut de néologismes propres à frapper des esprits par ailleurs bien dissipés : désmicardiser, débureaucratiser, sans parler d'un plus classique « déverrouiller » qui donne l'étrange impression qu'on a perdu les clés...

Les personnels administratifs de l'Unsa Education, ont toujours revendiqué ne pas vouloir bureaucratiser l'école.

Aussi ne peuvent-ils que prêter intérêt aux propos du Premier ministre.

Mais avant de penser « débureaucratiser », faudrait-il encore permettre que les « bureaux » fonctionnent.

Dans le champ de l'administration, les personnels, les collègues, contre leur volonté même, sont mis trop souvent au service de l'outil avant de l'être au service du public.

Ces outils numériques inadaptés, qui rivent aux écrans et aux claviers jusqu'à épuisement, font du moyen la fin.

Leurs effets, qui participent à la perte du sens des fonctions et des missions, se cumulent avec le manque de moyens humains dû aux successifs plans de suppressions de postes et à l'absence de reconnaissance.

Difficile dans ces conditions de parler de débureaucratisation alors qu'il s'agit de sous-administration !

Savoirs, bureaucratie... Guérir par le choc... des mots à défaut d'ambition : l'école et ses personnels ne sont pas des malades !

Pendant ce temps là, les enseignants ne sont pas ou mal remplacés, les élèves en souffrance sont insuffisamment accompagnés par manque de postes d'accompagnement et de soins. Force est de constater que les cartes scolaires de cette année ne permettront pas le choc, celui là nécessaire... pour palier ces carences.

Alors Madame La Rectrice, il n'est point besoin de choc mais bien d'une prise de conscience qu'il est contre-productif de culpabiliser encore davantage les personnels. Qu'il faut au contraire restaurer la confiance, permettre le travail collectif, évaluer consciencieusement ce qui existe déjà, mettre des moyens à court et moyen terme dans une politique durable qui saura tirer les enseignements de ce qui marche ailleurs pour la réussite de tous les élèves.

Merci de votre attention